

## LES « BRIC » : DU QUIPROQUO AU QUID PRO QUO ?

PAR

PATRICK ALLARD (\*)

*« Si un homme qui se croit un roi est fou,  
un roi qui se croit un roi ne l'est pas moins »,*

Jacques LACAN (1)

Le récent et rapide essor des grandes économies émergentes, collectivement désignées par l'acronyme formé de leurs initiales – BRIC puis BRICS (2) –, a été accueilli par les pays avancés avec une admiration teintée d'étonnement face à un processus de développement éloigné des canons établis, mais aussi d'anxiété, devant la montée de concurrents économiques impétueux doublés de rivaux stratégiques potentiels, tous critiques de longue date de l'hégémonie des puissances établies. Dans les pays émergents, la performance économique a suscité une satisfaction et une fierté légitimes, mais a aussi nourri un regain d'affirmation nationale et une revendication de reconnaissance internationale d'autant plus marqués qu'elle est perçue comme une revanche sur des humiliations passées et l'augure d'une révision de l'ordre international dominé par l'Occident.

La soudaineté de l'essor des BRIC, l'absence de précédent pertinent pour des pays de cette taille, l'impact du phénomène sur l'ordre international, les incertitudes concernant les intentions des nouvelles puissances, tout cela a contribué à maintenir dans la conversation sur l'émergence un *quiproquo* permettant aux protagonistes de projeter sur eux-mêmes et sur l'autre des perceptions ambiguës destinées à conforter leur statut et à servir leurs intérêts.

Toutefois, la perspective de l'avènement inéluctable et prochain d'une multipolarité, économique, politique et stratégique, fondée sur le dynamisme réputé autonome, imperturbable et conquérant de la croissance des BRIC a été rudement contestée par la vulnérabilité, révélée dans le sillage de la faillite de Lehman Bros et réitérée par la crise de la zone euro, des nouveaux de centre de gravité de l'économie mondiale aux travers financiers et aux maux économiques des pays du vieux centre.

(\*) Consultant à la Direction de la prospective du ministère des Affaires étrangères (France).

(1) « Propos sur la causalité psychique », *Ecrits*, Le Seuil, 1966, pp. 170-171.

(2) L'acronyme « BRIC » désigne le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ; « BRICS » renvoie aux mêmes plus l'Afrique du Sud. Dans le reste du texte, on utilisera l'un ou l'autre acronyme, en fonction du contexte.

La grande récession, confrontant les puissances établies comme les BRIC à la nécessité de réformes structurelles, a mis à mal le *quiproquo* contenu dans le discours sur les BRIC et contraint les Etats à sortir de l'ambiguïté quant aux demandes adressées à leurs partenaires et leur conception des relations économiques et financières respectueuses de leurs intérêts auxquelles ils aspirent.

LES PERCEPTIONS CROISÉES DES PUISSANCES ETABLIES ET DES BRIC :  
UN *quiproquo* AUX MULTIPLES FACETTES

Le *quiproquo* porte sur les différents aspects de la relation des BRIC avec le reste du monde : nature de leur insertion dans l'économie mondiale, nature de leur puissance, perception des menaces dont ils sont porteurs, relations entre BRIC.

### *Le malentendu originel*

Le malentendu originel est celui qui préside, en novembre 2001 – la date n'est pas fortuite (3) –, à la création de l'acronyme BRIC par Jim O'Neill, alors économiste en chef nouvellement recruté de Goldman Sachs (4). L'enjeu pour la banque d'investissement est de proposer à sa clientèle des produits financiers de placements adossés à l'enrichissement des grandes économies émergentes en pariant sur l'avènement de ces dernières comme pôles de croissance dynamiques en raison de leur potentiel de rattrapage du niveau de vie et, du coup, largement autonomes par rapport au reste de l'économie mondiale. Le fonds d'investissement créé à cet effet par Goldman Sachs ne se contente pas de faire un pari sur la croissance plus forte attendue des BRIC, il tend également à faire l'hypothèse que ces économies présentent des caractéristiques communes, qui en font une sorte de classe d'actifs particuliers, non seulement plus profitable mais aussi décorrélée des actifs des pays avancés.

La prédiction économique sur le rattrapage du niveau de vie des BRIC, fondée sur le respectable modèle de Solow s'est révélée plus exacte que l'hypothèse de décorrélation financière. Après des débuts prometteurs, la rentabilité de l'investissement dans les fonds BRIC n'a pas échappé aux effets de la crise mondiale. La corrélation des fonds investis en actions des BRIC avec les bourses des pays développés, faible au début des années 2000, atteint désormais les 90 %. Conscient des limites de l'approche, Goldman

(3) Jim O'NEILL, l'inventeur de l'acronyme BRIC, souligne l'effet du 11 septembre 2001 sur son concept : « *what 9/11 told me was that there was no way that globalisation was going to be Americanisation in the future – nor should it be [...] in order for globalisation to advance, it had to be accepted by more people [...] but not by imposing the dominant American social and philosophical beliefs and structures* », cité par Gillian TETT, « The story of the Brics », *Financial Times*, 15 janv. 2010.

(4) Jim O'NEILL, « Building better global economic BRICs », *Global Economics Paper* (Goldman Sachs), n° 66, nov. 2001.

Sachs a cherché, dès les débuts de la crise, à revitaliser son concept. D'abord en élargissant aux 11 pays suivants (5) (N11) le cercle des pays prometteurs, pour y inclure des économies émergentes (dont l'Iran) de moindre taille que les BRIC ; puis, à la suite du Printemps arabe qui a remis en cause les perspectives de certains pays des N11, à le recentrer sur les principaux émergents du deuxième cercle, les MIST (Mexique, Indonésie, Corée du Sud, Turquie).

### *Un malentendu entretenu par les BRIC*

Les BRIC se sont montrés d'autant plus soucieux d'entretenir le *quiproquo* sur la nature de leur puissance qu'ils ont des raisons d'être conscients du malentendu implicite à la proposition de Goldman Sachs. Ils partagent l'expérience des aléas du développement, soit parce qu'ils ont connu des déclassements rapides (Russie) ou dans la très longue durée (Chine, Inde) ou gardent (Brésil) le souvenir cuisant des opportunités perdues, entretenu par le spectacle des déboires de leurs voisins. La Chine se veut tout à la fois la deuxième puissance économique du monde tout en se présentant aussi comme un pays pauvre et en développement. Comme l'Inde, elle demeure un membre actif du G77.

Pour les pays émergents, leur puissance économique en devenir gage le renforcement futur des capacités au service des intérêts stratégiques. Toutefois, par une sorte de phénomène de « capitalisation », les capacités stratégiques anticipées sont utilisées par les puissances émergentes pour revendiquer un rehaussement immédiat de leur position, tant pour forcer un élargissement du cercle des puissances reconnues que pour garantir la poursuite sans entrave extérieure de leur ascension économique, comme si celles-là n'étaient pas aussi assurées sur le moyen-long terme que le proclament *urbi et orbi* leurs dirigeants. Elles justifient des politiques néo-mercantilistes, caractérisées par la promotion des exportations et l'ouverture sélective des marchés intérieurs, notamment les marchés financiers, et qui se traduisent par des excédents commerciaux, l'accumulation de réserves de change et, de plus en plus fréquemment, la création de fonds souverains. Pour certains, la détention de réserves importantes de ressources énergétiques ou minérales est utilisée, de manière plus immédiate encore, au service de leurs intérêts géostratégiques, comme moyen d'affirmation, mais aussi surtout comme vecteur d'influence, voire de coercition, sur leur voisinage et leurs clients (6).

En endossant le concept, les pays concernés ont encore ajouté au *quiproquo* en projetant l'image d'un bloc de pays unis par des

(5) Jim O'NEILL / Dominic WILSON, Roopa PURUSHOTHAMAN / Anna STUPNYTSKA, « How solid are the BRICs ? », *Global Economics Paper* (Goldman Sachs), n° 134, déc. 2005.

(6) Et source de frustration. Le cas russe (utilisation du commerce du gaz comme vecteur de puissance) et celui de la Chine (tentative de corneriser l'offre de terres rares) illustrent la fragilité des situations de monopole face au progrès technique et aux mécanismes de marché (rôle incitatif des prix élevés).

caractéristiques communes et des intérêts convergents. Les BRIC – pas les BRICS – ont certes en commun d’avoir une population qui se classe aux tout premiers rangs mondiaux et un poids en rapide ascendance croissant dans l’économie mondiale et les échanges internationaux. Pour autant, ces pays ne constituent pas un groupe homogène. Ils se distinguent par leur taille (territoire, population, PIB), par le niveau de vie – en termes de PIB par habitant en parité de pouvoir d’achat, la Russie arrive largement en tête, devant le Brésil, bien avant au-dessus de la Chine et de l’Inde –, par les perspectives démographiques – la Russie et la Chine sont des pays en vieillissement, rapide pour la première et aggravé par un recul de la population, alors que l’Inde a vocation à devenir le pays le plus peuplé dans la prochaine décennie –, par le dynamisme économique – la Chine et l’Inde affichent le rattrapage le plus important au cours des vingt dernières années –, par l’insertion et le positionnement dans le commerce international – la Chine est nettement plus ouverte aux échanges que le Brésil, la Russie et le Brésil sont des exportateurs de commodités, de même que l’Afrique du Sud, tandis que la Chine et l’Inde sont importatrices de commodités et exportatrices de biens manufacturés ou de services.

La Chine se distingue de ses partenaires des BRICS et forme une catégorie spécifique à elle seule, par son poids démographique, par la vigueur de sa croissance depuis 30 ans, par son importance dans les échanges mondiaux, par les réserves de change qu’elle a accumulées, par l’influence asymétrique que son activité exerce sur celles des autres BRICS – et plus généralement sur nombre de pays en développement –, qui transite pour l’essentiel par les importations de commodités, au grand dam d’autres BRIC, notamment l’Inde et le Brésil qui déplorent leurs déficits commerciaux avec Pékin et s’en prennent à sa politique de change sous-évalué.

Ces pays, membres du G20 (et du G8, pour la Russie), ont pris l’habitude de tenir régulièrement des sommets propres. L’apparence qu’ils projettent dissimule mal le manque de coopération allant au-delà de la préparation des sommets sans contribuer à la gestion du monde et notamment des crises politiques les plus aiguës du moment. En outre, les BRICS sont partitionnés entre régimes autoritaires et démocraties : les seconds, se revendiquant de valeurs communes, tiennent des sommets séparés en format IBSA (Inde, Brésil, Afrique du Sud). Enfin, comment ne pas noter que l’Inde et la Chine, rivaux stratégiques potentiels en Asie, ont des disputes territoriales toujours ouvertes, héritage de la guerre de 1962 (7) ?

(7) Selon Brahma CHELLANEY, expert indien renommé en questions stratégiques, « *far from helping to turn the page on old disputes, commerce [between India and China] has been accompanied by greater Sino-Indian geopolitical rivalry and military tension. Booming bilateral trade is no guarantee of moderation between countries* », « The Lessons of the China-India War », *Project Syndicate*, 14 oct. 2012.

### *Un malentendu alimenté par les puissances établies*

Les Américains ont voulu voir dans la montée des puissances émergentes une menace de remise en cause de l'ordre mondial et de leur position singulière dans le monde. Certains experts s'en sont alarmés au point de préconiser une sorte de *containment* économique de la Chine, pour prévenir l'éclosion d'un rival stratégique (8) ; d'autres s'accommodent de l'inévitable, de Bob Zoellick appelant la Chine à devenir une partie prenante (*stakeholder*) responsable, à Richard Haass décrivant la montée des émergents comme facteur de diffusion de la puissance et comme annonciatrice plutôt d'une ère « apolaire », où le leadership des Etats-Unis, « plus égaux que les autres » pourra se ressourcer.

Pour autant, la politique des administrations successives depuis la fin des années 1980 a consisté à accommoder la montée en puissance économique des émergents, en premier lieu de la Chine, dans l'espoir d'en tirer des avantages économiques, en pariant que l'enrichissement des émergents était une condition nécessaire sinon suffisante pour leur insertion pacifique dans le système international. Cependant, la possibilité lointaine d'un conflit avec la Chine ne pouvant être exclue, notamment en raison des intérêts stratégiques américains en Asie et des engagements de sécurité octroyés par les Etats-Unis à certains partenaires de la région, le pari sur l'ascension pacifique de la Chine est couvert par une vigilance et un effort militaire soutenu et innovant, permettant de conserver une avance qualitative et quantitative sur d'éventuels rivaux.

A la différence des puissances émergentes elles-mêmes et des Etats-Unis, la perception de l'UE et de ses Etats-membres est restée centrée sur les aspects économiques de la montée des nouvelles puissances. Les Européens, sevrés de croissance, ont d'emblée été et restent fascinés par le dynamisme économique des BRICS : naguère, un Premier ministre français expliquait qu'il fallait « *aller chercher de la croissance en Chine* ». Il est vrai que la boulimie d'investissement et de consommation des émergents offre des débouchés dynamiques pour nos exportations, en particulier de biens de haut de gamme (2/3 des exportations françaises ou allemandes vers la Chine). Ces pays sont une destination privilégiée des investissements directs de nos entreprises, dont celles-là tirent profit, soit par une activité ciblant les marchés locaux, soit, plus rarement, par la localisation optimale des étapes de la chaîne de valeur, en fonction des écarts de coûts.

Au plan macro-économique, les pays émergents apparaissent comme les ultimes locomotives de la croissance mondiale, pour des économies européennes toujours menacées de langueur et une économie américaine percluse de dettes. Au plan financier, l'accumulation de réserves de change les dote de liquidités à la recherche de placements extérieurs que seules

(8) Cf. John J. MEARSHEIMER : « it is not too late for the United States to [...] *do what it can to slow the rise of China* », *The Tragedy of Great Power Politics*, W.W. Norton, New York, 2001, p. 402.

les économies mûres de l'Occident développé sont capables d'offrir dans un contexte de sécurité juridique. En manifestant leur intérêt pour une diversification en direction de l'euro, les économies émergentes ont offert aux Européens une satisfaction, qui reste à ce stade symbolique pour l'essentiel.

Certains griefs, pourtant, révèlent un malaise plus profond, laissant à penser que le défi stratégique est perçu, mais qu'il s'exprime de manière masquée. C'est le cas des reproches portant non plus sur le comportement des émergents mais bien sur leur attitude face à la gouvernance mondiale et leur sens des responsabilités par rapport aux problèmes globaux. On peut citer la question de la coopération avec les pays en développement africains, dont nous déplorons qu'elle privilégie les producteurs de matières premières et repose sur une approche et des politiques faisant l'impasse sur les exigences de la lutte contre la corruption, le respect des droits de l'homme, la stabilité macro-économique et le ré-endettement des pays en développement ou sur la promotion de la bonne gouvernance et du développement durable... On pourrait également citer notre déception face au peu d'empressement des grandes puissances émergentes à prendre une part active dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

#### LES APORIES DES MODÈLES DE CROISSANCE DES EMERGENTS

La crise économique et financière a confronté sans ménagement pays avancés et pays émergents aux apories de leurs modèles de croissance, ainsi qu'aux défis sociopolitiques de la réforme de ces derniers.

#### *Le puissant effet égalisateur de la crise économique et financière*

Dans les économies développées, elle a cassé les ressorts de la croissance, fondée, jusqu'alors, sur une montée non soutenable de l'endettement privé (ménages et banques, principalement) ou public (déficit des systèmes de protection sociale et/ou des collectivités). La plupart des pays industrialisés sont désormais engagés dans un long processus de désendettement, qui aura des effets durables sur leurs performances économiques. Il se traduit par un rajustement à la hausse du taux d'épargne, un ralentissement du crédit bancaire et la résorption des déficits publics, qui pèsera durablement sur la demande intérieure. Les pays de la périphérie de la zone euro sont aujourd'hui les plus affectés. Dans le reste du monde développé, qui n'est pas immunisé contre des effets de contagion, les perspectives de croissance dépendent de la capacité à capter une demande extérieure – en provenance des émergents et des pré-émergents –, comme l'Allemagne a su le faire au cours de la dernière décennie.

Les précédents historiques montrent que les relevailles des crises bancaires, surtout quand elles sont doublées d'une crise de la dette

souveraine, sont lentes et longues (9). La croissance de la zone euro, mais aussi celle des Etats-Unis, où les autorités budgétaires (administration, Congrès) ont encore à prendre les mesures nécessaires pour contrôler la dynamique de la dette, restera bridée par le redressement des finances publiques.

En outre, il y a de nombreuses raisons d'anticiper un ralentissement sensible de la croissance potentielle : vieillissement démographique, perte de capital humain en raison du chômage massif et de longue durée provoqué par la crise, insuffisance d'investissement en infrastructures, en R&D et en équipements productifs. Selon l'OCDE, la croissance potentielle serait presque nulle au Japon, à peine supérieure à 1 % dans la zone euro, d'environ 2 % aux Etats-Unis. Les politiques de relance généralisée par la demande n'étant plus envisageables dans les mêmes proportions qu'avant la crise, les politiques de renforcement de l'offre (politiques d'innovation et de compétitivité) semblent les seules à même de soutenir la croissance dans la durée.

Dans les pays émergents et la majorité des pays en développement, la crise n'a pas interrompu le processus de convergence de leurs niveaux de vie vers celui des pays développés. Les pays du « Sud » ont contribué pour l'essentiel à la croissance mondiale depuis 2008.

Sur le long terme, ces économies conservent un potentiel de croissance bien moins affecté que celui des pays avancés par les effets de la crise. Depuis les années 1990, on observe en effet un découplage de la tendance entre les deux catégories d'économies : la croissance tendancielle des pays émergents et des pays en développement a nettement accéléré, tandis que celle des pays avancés se tassait.

Le « grand basculement » du centre de gravité de l'économie mondiale vers les économies émergentes reste le scénario de long terme le plus probable, au vu des masses démographiques et de la diffusion des connaissances. Ainsi, une étude récente du CEPII prévoit que, à prix constants, les économies chinoise et indienne pourraient toutes deux être multipliées par 8 entre 2008 et 2050, tandis que les économies américaine et européenne augmenteraient de seulement 80 %-90 %. En tenant compte du rattrapage des prix, les économies chinoise et indienne seraient multipliées respectivement par 18 et 16. La Chine pourrait ainsi représenter 33 % de l'économie mondiale en 2050, soit autant que l'Union européenne (12 %), les Etats-Unis (9 %), l'Inde (8 %) et le Japon (5 %) réunis. L'économie chinoise, mesurée en étalon de pouvoir d'achat, dépasserait l'économie des Etats-Unis vers 2020. Cependant, à l'horizon 2050, le niveau de vie moyen (PIB/habitant en étalon de pouvoir d'achat) en Chine serait encore 10 % derrière celui des Etats-Unis à l'horizon 2050 (PIB/habitant

(9) Cf. Carmen M. REINHART / Kenneth S. ROGOFF, *This Time is Different: Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton University Press, 2009.

en étalon de pouvoir d'achat), celui du Brésil, 55 %, celui de l'Inde, 70 % et celui de l'Afrique du Sud à 90 % (10).

### *Des économies interdépendantes*

Reflète de leur insertion dans l'économie mondiale, le cycle des économies émergentes demeure étroitement corrélé au cycle des économies avancées. L'économie mondiale reste encore animée par la région transatlantique en raison de la taille et de la profondeur de ses marchés de biens et services et du rôle central de ses institutions bancaires et financières (11).

Les économies émergentes n'ont bénéficié d'aucun découplage avec les maux des économies développées. Elles n'ont pu ignorer la crise née aux Etats-Unis et en Europe, dont les effets se sont transmis à elles par le canal du commerce et celui du crédit, contrepartie du poids dominant des marchés de consommation des pays développés et du rôle primordial de leurs banques dans le financement des activités internationales. Les émergents n'ont pu maintenir la croissance qu'au prix d'efforts de soutien de la demande souvent plus importants que les politiques mises en œuvre dans les pays développés. Ainsi, la Chine a lancé fin 2008 un plan de soutien budgétaire massif (4 000 milliards de RMB sur 2009-2010, soit plus de 10 % du PIB et 30 % du total des programmes de stimulation budgétaire au niveau mondial (12)), complété par une expansion sans précédent du crédit bancaire (progression annuelle des crédits nouveaux de plus de 30 % du PIB sur la même période, contre 15 % avant la crise) (13). En substance, la dépense publique (Etat, collectivités locales et entreprises publiques) est devenue la principale source de croissance de la demande en Chine depuis la crise. Le plan de soutien chinois a cruciallement contribué à maintenir la croissance de la demande de commodités, que la Chine importe des pays du Sud, selon un schéma de spécialisation commerciale « ricardien » (14). Il a ainsi

(10) Reflète de la dépendance de ce pays envers la production d'hydrocarbures et témoignage des limites de la fragilité des projections de prix du pétrole sur le long terme, le PIB *per capita* de la Russie dépasserait de 20 % celui des Américains en 2050. Cf. Jean FOURÉ / Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ / Lionel FONTAGNE, « The great shift : macroeconomic projections for the world economy at the 2050 horizon », *CEPII Working Paper*, n° 2012-03, fév. 2012 ; OECD, « Looking to 2060 : a global vision of long-term growth », *OECD Economics Department Policy Notes*, n° 15, nov. 2012.

(11) Une étude de l'impact sur le reste du monde des chocs émanant de 5 pays « systémiques », à savoir, les Etats-Unis, la zone euro, le Royaume-Uni, le Japon et la Chine, réalisée par le FMI, constate les enchaînements suivants : « Japanese shocks most affect China (and *vice versa*), and Euro Area shocks most affect the UK and *vice versa* », suggesting an important role for trade and supply chain channels. Only the United States seems to matter profoundly to everyone », *Consolidated Spillover Report. Implications from the Analysis of the Systemic-5*, IMF, juin 2010, p. 4.

(12) Selon les données compilées par Sameer Khatiwada, « Stimulus packages to counter global economic crisis : a review », *Discussion Paper*, DP 196/2009, International Institute for Labour Studies, 2009.

(13) Selon l'économiste en chef de la Banque mondiale, « China's fiscal stimulus helped prevent a drastic slowdown of its economy, which had been growing by double digits for three decades. Had the economy suddenly slowed significantly, latent issues could have surfaced, such as a sharp increase in unemployment which would have undermining the 'harmoniousness' of the society », Justin Yifu LIN *et alii*, « Demystifying China's fiscal stimulus », *Policy Research Working Paper* (World Bank), n° 6221, oct. 2012.

(14) Cf. Gordon H. HANSON, « The rise of middle kingdoms : emerging economies in global trade », *NBER Working Paper*, n° 17961, mars 2012.



maintenu en sursis le cycle de vive montée des prix et des volumes d'exportation induit par la croissance chinoise depuis le début des années 2000. Les principaux bénéficiaires ont été les grands exportateurs d'Amérique du Sud (15) (Brésil, Argentine), d'Afrique et du Moyen-Orient, devenus plus dépendants pour leur croissance de la Chine que de leurs marchés traditionnels en Europe ou aux Etats-Unis (16).

La crise de la zone euro a été immédiatement perçue comme un risque pour l'ensemble de l'économie mondiale. Elle a contribué au ralentissement de la croissance dans les pays émergents. La Chine a annoncé, pour 2012, un objectif de croissance de 7,5 %, soit inférieur au chiffre de 8 % communément cité comme minimum nécessaire pour préserver l'équilibre du marché du travail. Le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud affichent des déséquilibres persistants, voire croissants, de leur balance courante, tandis que l'excédent chinois se réduit nettement.

Face à la crise, le Brésil et l'Inde ont également assoupli leur politique monétaire et engagé des plans de dépenses budgétaires, creusant leurs déficits publics. A l'exception de la Corée du Sud, tous les grands pays émergents ont affiché des déficits publics depuis 2008, dont certains sont importants (Afrique du Sud et surtout, Inde).

Ainsi, pas plus qu'en 2007-2009, il n'existe aujourd'hui d'îlots de prospérité au sein de l'économie mondiale.

### *Des modèles de croissance à réformer*

Il devrait être clair que tout scénario de basculement de l'économie mondiale vers les économies émergentes fait, le plus souvent implicitement, l'hypothèse que les économies émergentes pourront réduire progressivement la dépendance de leur croissance par rapport à la demande des pays avancés, en substituant une demande autonome. Cette transformation suppose le recentrage de la croissance des émergents sur la demande intérieure – équilibrée entre, d'une part, consommation et investissement et, d'autre part, demande privée et demande publique) et le développement des échanges Sud-Sud. Ce recentrage est pourtant loin d'être acquis, car il exige que soient menés conjointement des réajustements économiques et sociaux dans les pays « émergents » et « industrialisés ».

A mesure qu'une économie se rapproche de la frontière technologique, des réformes structurelles deviennent indispensables pour éviter la chute « le piège des pays à revenu moyen ». Un tel piège a empêché près de 9 sur 10 des 110 pays classés dans la catégorie des pays à revenu moyen en 1960 de dépasser ce niveau et de se qualifier comme pays à haut

(15) Cf. Ambrogio CESA-BIANCHI, M. Hashem PESARAN, Alessandro REBUCCI and Teng TENG XU, « China's Emergence in the World Economy and Business Cycles in Latin America », *Working Paper/Document de travail*, n° 2012-32, Bank of Canada, octobre 2012.

(16) Voir Eduardo LEVY YEYATI et Tomas WILLIAMS, « Emerging Economies in the 2000s : Real Decoupling and Financial Recoupling », *Policy Research Working Paper*, n° 5961, The World Bank, février 2012.

revenu (17). Le menu des entraves à la croissance est dense et varié, mais il comporte quelques éléments communs : corruption, droits de propriétés mal définis et mal protégés, insuffisant respect des contrats, défaillances dans l'application de la règle de droit, entraves à la création d'entreprises, interférences dans les mécanismes de marché dans le but d'abriter de la concurrence certains intérêts particuliers, absence de filets de protection sociale – qui freinent l'investissement et la consommation et favorisent l'exode des talents et des capitaux. Une équipe d'économistes de Berkeley a calculé que le dynamisme des économies à taux de croissance rapide tend à se ralentir nettement, d'au moins 2 points de pourcentage quand le revenu par tête annuel atteint, en parité de pouvoir d'achat (PPA), environ 15 000 dollars constants de 2005. C'est-à-dire un niveau atteint ou approché dans les prochaines années par le Brésil, la Chine et l'Afrique du Sud, l'Inde restant bien en deçà et la Russie l'ayant déjà nettement dépassé (18). De manière significative, c'est le freinage de la productivité des facteurs qui sous-tend le recul du dynamisme de l'économie, ce qui suggère que celui-là coïncide avec le point au-delà duquel il devient impossible de soutenir la croissance par le transfert de main-d'œuvre de l'agriculture vers des secteurs plus productifs (19).

La réorientation du système productif chinois vers le marché intérieur, essentielle pour la Chine comme pour les pays développés, passerait ainsi par des réformes de structure : accompagner la hausse des salaires en développant la consommation des ménages, mettre en place des dispositifs de protection sociale, libéraliser et réguler le crédit, stimuler l'innovation pour dépasser le stade de la reproduction des savoirs, techniques et produits occidentaux et réduire progressivement la protection dont jouissent les producteurs nationaux. Dans les pays émergents, les élites profitent au premier chef des bénéfices du modèle de croissance tiré par l'exportation – ce dont atteste la forte progression des inégalités de revenu et de richesse dans ces pays. Les réformes dans les pays émergents dépendent crucialement de l'évolution du pacte politique au sein des élites (20).

#### LA MONDIALISATION AU CARREFOUR

La crise financière puis économique de 2007-2008 a clos la période de « mondialisation heureuse », ouverte dans les années 1980. Elle achève la déconstruction, amorcée par les attaques du 11 septembre 2001 sur le plan politique, des rêves de « fin de l'histoire » prédisant la diffusion inéluctable des modèles d'organisation économique, sociale et politique de l'Occident.

(17) Voir la définition dans Gill Indermit, Homi Kharas, and others. *An East Asian Renaissance: Ideas for Economic Growth*, Washington, DC, World Bank, 2007.

(18) Source : FMI, base de données associée aux *Perspectives économiques mondiales*, oct. 2012.

(19) Barry Eichengreen / Donghyun Park / Kwanho Shin, « When fast growing economies slow down : International evidence and implications for China », *NBER Working Paper*, n° 16919, mars 2011.

(20) Minxin Pei, « Why China can't adjust », *Project Syndicate*, 5 juil. 2012.

Dans les pays de l'OCDE, la crise financière laisse place à une double inquiétude. Pris en étau entre une précarité financière inédite et de sombres perspectives économiques, les États et les populations craignent le « déclassé » (géopolitique, économique ou social). Cette situation nourrit de périlleux réflexes protectionnistes. Dans le monde émergent, où la croissance demeure forte et les classes moyennes progressent, des discours anti-occidentaux se multiplient, teintés d'arrogance mais aussi d'anxiété, deux manières d'appréhender une même réalité : le couplage persistant de la prospérité des économies émergentes avec celles des économies industrialisées.

Le sort des pays dits « avancés », « émergents » et « en voie de développement » demeure intimement lié, et la longue sortie de crise ne pourra être conduite unilatéralement. Pourtant, les réformes nécessaires au rééquilibrage de l'économie mondiale peinent à se mettre en place, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les économies émergentes.

De nombreux pays avancés, dont la croissance a excessivement reposé sur l'endettement privé ou public pour soutenir la demande intérieure, doivent désormais accroître leur épargne et se tourner vers la demande extérieure. De nombreux pays émergents, dont la croissance dépend encore, directement ou indirectement, des exportations vers les pays avancés doivent organiser une prise de relais par la demande intérieure. De part et d'autre, cela implique des réformes structurelles profondes, qui rencontrent partout de fortes résistances.

Dans les pays avancés, les réformes structurelles destinées à stimuler l'offre en réduisant les entraves à l'initiative et à la mobilité des ressources productives, des connaissances et du travail, mais aussi à mettre en place un système d'innovation à l'échelle pertinente (européenne, nord-américaine) sont des sources essentielles de croissance. Les économies de la zone euro pourraient également tirer bénéfice de l'élimination des encore significatives barrières aux échanges intra-zone subsistant dans l'UE, notamment dans les services (21).

Pourtant, la fragilisation de la partie de la population la plus exposée à la concurrence internationale pourrait remettre en cause l'adoption de ces réformes, qui ne peuvent être envisagées qu'en parallèle de dispositifs de sécurisation de la mobilité sociale et professionnelle. Comme dans les pays émergents, les dispositifs de protection sociale, insuffisants (États-Unis) ou inadaptés car déficitaires et protégeant les *insiders* (Grèce, Espagne, France, Portugal, Italie), ne permettent plus de redistribuer les opportunités d'une génération sur l'autre, ni de protéger les citoyens des aléas de la vie économique.

Au sein des économies émergentes, la tentation est grande d'user de la puissance nouvellement acquise pour prolonger un modèle analysé comme

(21) V. AUSSILLOUX / H. GUIMBARD / C. EMLINGER : L. FONTAGNÉ, « The economic consequences for the UK and the EU of completing the Single Market », *BIS Economic Paper*, n° 11, fév. 2011.

insoutenable à moyen terme aux yeux d'un nombre croissant d'experts (22). Ainsi, la politique chinoise d'internationalisation du renminbi a pour enjeu de créer un espace d'échanges commerciaux et financiers centré sur la Chine. De même, les restrictions à l'exportation des terres rares renvoie à la tentative de forcer un avantage comparatif pour l'économie chinoise. A ces efforts de promotion politique des exportations s'ajoute une protection du marché intérieur, à l'image de la restriction des investissements directs étrangers dans l'automobile en Chine ou les velléités brésiliennes de relèvement des tarifs du Mercosur.

### *Pays avancés : la sourde tentation du protectionnisme*

Dans les pays industrialisés, la montée des émergents suscite de plus en plus d'inquiétudes et nourrit des griefs qui reflètent la déception de ne pas avoir tiré tous les avantages économiques et politiques attendus de l'ascension des émergents, mais aussi la réalité et la diversité des intérêts menacés par le renforcement de puissances qui se revendiquent comme telles et ne font pas mystère de leurs ambitions globales.

La progression des émergents dans les exportations mondiales et le creusement des déficits dans leurs échanges avec les pays riches inquiètent d'autant plus que ces pays montrent une capacité plus rapide que prévue de monter en gamme. Le malaise se manifeste d'abord dans la déploration du déséquilibre des échanges commerciaux ou du manque de volonté des émergents de corriger l'asymétrie dans l'ouverture des marchés.

Pendant, le malaise est plus profond. La croissance des pays émergents est perçue comme celle de concurrents intrinsèquement déloyaux et prédateurs, qui exercent sur les sociétés des pays industrialisés et sur les ressources limitées de la planète une pression dommageable en ne respectant ni les normes sociales les plus élémentaires – en tolérant des niveaux de rémunérations dérisoires et des conditions de travail dégradantes –, ni les règles du jeu monétaire international – en recherchant la sous-évaluation de leur change –, ni les règles de la propriété industrielle ou intellectuelle – en laissant prospérer la contrefaçon –, ni les normes environnementales – en tolérant un niveau de pollution destructeur ou la destruction de ressources naturelles (forêts, biodiversité...) qui sont un patrimoine de l'humanité.

La performance de croissance des émergents, en raison de la consommation d'énergie et de matières premières qui l'accompagne, est pointée comme la cause fondamentale du renchérissement des prix du pétrole et des autres commodités, tandis que l'enrichissement de leur population et les changements dans les modes d'alimentation et de vie qui

(22) Joachim FEST, *The Broken EM Growth Model ; Can the Broken EM Growth Models Be Fixed ?*, Morgan Stanley, sept. 2012 ; Patrick ARTUS, « Le début de problèmes sérieux pour les BRIC ? », *Flash Economie* (Natixis), n° 445, 21 juin 2012 ; Jérémie COHEN-SETTON, « The BRIC's slowdown », *Bruegel Economic Blogs Review*, juil. 2012.

l'accompagnent sont désignés comme facteurs de hausse des prix des produits alimentaires.

Cependant, depuis un demi-siècle, les Occidentaux ont trop lié leur prospérité à la libération des échanges de biens, de services et de capitaux, encadrée par un réseau, inégalement dense selon les domaines, de normes et d'institutions, pour se protéger de nouveaux venus, même perçus comme déloyaux, par un retour pur et simple au protectionnisme, qui risquerait de remettre en cause l'adhésion des acquis construits dans la durée. C'est particulièrement vrai en Europe, qui s'est bâtie sur le rejet du protectionnisme et du mercantilisme

Aussi dans les pays industrialisés la tentation protectionniste reste-t-elle contenue mais demeure bien réelle. De manière apparemment paradoxale, elle s'exprime dans l'engouement des Etats pour les accords de libre-échange bilatéraux, dont le nombre ne cesse de proliférer, mettant en péril le principe fondateur de l'OMC, à savoir le principe de la nation la plus favorisée (23). Préexistant au blocage des négociations du Cycle de Doha, la préférence des Etats pour les accords bilatéraux reflète leur désir de maximiser les avantages tirés de relations fondées sur les rapports de force, notamment en incluant des éléments extra-commerciaux dans la négociation, et de minimiser les concessions consenties.

Aux Etats-Unis, outre les ponctuelles, mais significatives (8 % des importations en provenance de Chine en 2011 (24)) actions de défense commerciales, la tentation protectionniste s'exprime également au travers de la dénonciation des manipulations monétaires, qui vise avant tout la Chine, dont l'excédent commercial est perçu comme la contrepartie des emplois perdus par l'Amérique au profit de son partenaire.

L'Europe ne va pas jusqu'à taxer ses partenaires de déloyauté, mais elle se reproche à voix haute sa propre naïveté et leur présente une exigence de réciprocité centrée sur l'accès aux marchés publics, dont l'enjeu paraît être la protection du marché intérieur au profit des acteurs nationaux autant que l'ouverture des marchés des partenaires, notamment dans le cadre des futurs accords de libre-échange de l'Union européenne.

### ***BRICS : la claire tentation de la scission***

Les pays émergents, les BRICS en particulier, ne sont pas les moins tentés par les mesures protectionnistes et mercantilistes les plus franches. La Commission européenne s'est fait une spécialité de recenser les mesures de restrictions ou de distorsions des échanges mises en œuvre par les pays du G20. Son dernier rapport cible particulièrement l'Inde et la Russie, qui

(23) Un phénomène qui anticipe largement la crise de 2007-2009 (cf. par exemple Patrick ALLARD, « Pour une organisation mondiale du commerce », *Critique internationale*, 2001/2, n° 11, pp. 105-126), mais qui a été généralisé et accéléré par celle-là.

(24) Cf. Chad P. BOWN, « Emerging economies and the emergence of South-South protectionism », *Policy Research Working Paper* (World Bank), n° 6 162, août 2012, tableau 1, p. 26.

ont mis en œuvre des mesures imposant des contraintes et des restrictions nouvelles aux importations ou aux exportations, ainsi que les mêmes et la Chine, pour des mesures de restrictions aux investissements directs et de subventions aux exportations. On constate également que les BRIC n'hésitent pas à utiliser les instruments de défense commerciale à l'égard d'autres membres du groupe : ainsi, en 2011, la Chine a été l'objet de mesures temporaires de défense commerciale imposées par d'autres membres non G7 du G20 sur près de 11 % de ses exportations vers ces pays ; l'Inde, notamment, frappe de telles mesures 22 % de ses importations en provenance de Chine ; pour le Brésil, le chiffre correspondant est de 4,4 % (25).

Toutefois, s'agissant des BRICS, une autre tentation, celle d'une refonte des règles qui régissent le système économique international depuis la Seconde Guerre mondiale, s'est révélée depuis la crise. Cette tentation, d'autant plus dangereuse qu'elle dispose avec la création du G20 d'une tribune pour s'exprimer et avec la réforme du tour de table des institutions financières internationales d'instruments pour se réaliser, reflète le malaise de certains pays face à des principes et des institutions perçus comme l'expression de l'hégémonie des puissances occidentales.

La volonté des puissances émergentes d'augmenter leur poids et leur présence dans les organisations internationales n'a en elle-même rien d'illégitime et encore moins d'injustifié. Leur part dans le tour de table des institutions financières internationales est encore en deçà de leur poids dans l'économie mondiale et l'écart continuera de se creuser, tant que leur croissance demeurera plus dynamique que celle des pays développés et que d'autres pays très peuplés acquerront le statut d'émergents. Le malaise provient de l'usage qu'ils envisagent de faire de ces chaises, qui sont celles de dirigeants d'institutions dont le rôle est de faire respecter un corps de principes et de règles qui fondent le système international. Or les émergents usent et abusent d'une rhétorique qui les pose en puissances révisionnistes par rapport au système international et aux normes qui le soutiennent, qu'ils dépeignent comme des créatures des Occidentaux. En substance, les puissances émergentes font reproche aux Occidentaux d'avoir imposé au reste du monde un système et un ensemble de normes qui sert leurs intérêts et qu'ils manipulent à leur profit : « *the Western countries are the rulemakers and judges. Right now, the BRICS countries want to join the judging committee, too* », explique Jin Canrong, professeur de relations internationales de l'Université populaire de Pékin (26).

(25) *Idem.*

(26) Cité par Keith B. RICHBURG, « China, other developing BRICS nations seek change in global economic order », *Washington Post*, 14 avr. 2011. Cf. aussi Zhizhong YAO, chef du département des investissements internationaux à l'Institut pour l'économie et la politique mondiales de l'Académie chinoise des sciences sociales : « *times have changed. In the past, the developed economies manipulated the world economic system. But right now, they are no longer able to dominate the world economy. With the growth of their economic size, the emerging economies want to join the decision-making process and have their voices heard in the international economic governing system* », *ibid.*

La crise a refermé la fenêtre d'opportunité dont les puissances établies pensaient disposer pour associer les puissances émergentes à des réformes permettant de préserver et de consolider un système économique mondial ouvert mais régulé, notamment par la mise en œuvre de normes sociales et environnementales efficaces. Du fait de la crise, les puissances établies ont été privées du temps et, surtout, de la légitimité, du capital politique et de la capacité de leadership nécessaires pour imposer aux puissances « nouvelles » le compromis « historique » idéal qui se profilait avant la crise : (i) les pays industrialisés acceptent de faire de la place aux pays émergents dans les institutions internationales ; (ii) ceux-là acceptent alors de prendre leur part de responsabilité pour contribuer à la gouvernance selon nos règles adaptées aux bénéficiaires de tous.

La création précipitée du G-20 illustre combien les puissances établies doutent de leur avenir, du caractère universel de leurs valeurs et ont perdu la maîtrise de l'espace temps et du récit sur la mondialisation. C'est pour partie un effet de la crise, survenue chez elles et à cause d'elles. C'est aussi un effet cumulé de la prolifération des récits critiques ou alternatifs au récit occidental, épaissis de strates successives, depuis les dénonciations de la colonisation et de l'impérialisme jusqu'à la thématique du siècle. C'est enfin un effet des divergences idéologiques, avivées par la crise, entre les Européens et les Américains, avec la prolifération de discours saturés de notations moralisantes, à usage interne mais à effets internationaux, sur les mérites comparés des modèles de capitalisme, sur les vertus de l'épargne, sur l'opportunité de punir l'imp(r)udence de la finance ou encore sur la priorité à accorder au soutien de la reprise par rapport au redressement des finances publiques. Qui plus est, les mêmes débats, largement théologiques car le plus souvent accompagnés d'actions moins vigoureuses que les propos, divisent également les Occidentaux.

Pour certains émergents, la montée de la puissance économique des émergents s'accompagne d'un raffermissement des identités et des fiertés nationales en même temps qu'une revendication d'affirmation et de reconnaissance internationales. C'est clairement le cas de la Chine, mais aussi de l'Inde, voire du Brésil et de l'Afrique du Sud, ainsi que la Russie. Il n'est pas fortuit que ces pays pressés, membres du G20 (et du G8, pour la Russie), aient pris l'habitude de tenir régulièrement des sommets à part, en se réclamant de l'acronyme BRIC puis BRICS ou encore dans un format, l'IBSA, réunissant les seules démocraties. Mieux, ces sommets, qui donnent lieu à la diffusion de communiqués, sont préparés par des réunions au niveau des hauts fonctionnaires et des ministres des Affaires étrangères et dépassent les thématiques économiques pour aborder des sujets relatifs à la situation politique internationale immédiate. Des sommets aux fonctions tribunitiennes qui sont autant d'occasions d'exprimer des griefs à l'endroit des Occidentaux hérités des positions anti-impérialistes et non alignées d'autrefois, mais qui ne concourent pas politiquement à la gestion du monde, notamment ses crises politiques les plus aiguës du moment. Faute d'avoir

à proposer au monde mieux que le narratif de leur *success story* individuelle ou collective, les émergents veulent figer la hiérarchie des puissances avant qu'elle ne soit contestée par des nouveaux venus, sur leur continent de référence, ou les effets de durables soubresauts politiques et sociaux internes.

Cependant, la tentation de la scission va bien plus loin que la constitution de fora alternatifs ou la réforme des règles de la gouvernance mondiale. L'exposition de l'économie des BRICS aux chocs émanant des puissances établies a été perçue dans certains secteurs de l'establishment des BRICS comme l'expression de l'emprise trop longtemps supportées des puissances établies sur le système international et comme une vulnérabilité des puissances ascendantes, que celles-là devaient parer en créant leur propre système économique international. Selon le directeur du Gateway House (Indian council of Foreign relations), ancien ambassadeur de son pays, « *for decades, [the BRICS] have been successfully co-opted to submit to western-dominated institutions, leaving them with little motivation to build their own. Now, the Brics must urgently organize to build institutions of mutual economic benefit* » (27).

Dans cette perspective, l'architecture commerciale et financière internationale, centrée sur le dollar et sous-tendue par des mécanismes de paiements et de crédit contrôlés par les banques occidentales, privent les économies émergentes de la sécurité économique et restreignent leurs options diplomatiques, comme le montre l'exemple des sanctions liées au programme nucléaire iranien.

Témoignage du nombre limité d'alternatives fonctionnelles disponibles, les propositions avancées par les partisans d'un système propre aux BRICS ou aux émergents débouchent inmanquablement sur les solutions datées et en retrait par rapport au système international universel qui gouverne aujourd'hui l'économie mondiale : retour à des mécanismes de commerce administré et de compensation des échanges, quand ce n'est pas le retour à l'étalon-or.

Dans le cas de la Chine, où la quête de sécurité économique et le rejet du rôle du dollar dans les échanges internationaux sont les plus ancrées, la tentation de la scission anime manifestement certaines orientations de la « diplomatie économique », au travers desquelles elle a trouvé une amorce de réalisation.

Les initiatives prises par le pouvoir chinois au cours des dernières années suggèrent que la Chine cherche à étendre l'usage international de sa monnaie, au plan commercial et financier, sans pour autant relâcher les restrictions aux mouvements de capitaux ni renoncer au contrôle de la parité. Au-delà d'un objectif politique, qui est de tirer parti du déclin perçu des Etats-Unis et de saper l'hégémonie du dollar, l'objectif pratique est économique : abriter le commerce chinois de chocs transmis par la finance

(27) Akshay MATHUR / Neelam DEO, « Brics 'hostage' to West over Iran sanctions, need financial institutions ».



occidentale en incitant les partenaires commerciaux de la Chine à adopter le renminbi (RMB) comme monnaie de facturation et comme monnaie de placement ou d'emprunt *off-shore*, pour éponger l'excès des liquidités en monnaie chinoise. Le champ d'application est principalement régional ; mais il s'étend également à d'autres partenaires, le plus souvent producteurs de commodités importées par la Chine, qui bénéficient d'accords de *swap* avec la banque centrale chinoise et de crédit en RMB de banques ou institutions financières spécialisées chinoises. Si elle prenait corps, ce qui reste à démontrer, tant sont fragiles ses prémices économiques et lents les progrès à attendre de l'internationalisation du RMB (28), les initiatives chinoises pourraient à terme déboucher sur une véritable partition de l'économie mondiale, qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences géopolitiques majeures.

\* \*

\*

On peut tenir pour assuré que le puissant mouvement de convergence des niveaux de vie facilité par la mondialisation associé à l'émergence des BRICS et à celle d'un nombre croissant d'autres pays d'Asie, d'Amérique latine et maintenant d'Afrique va se poursuivre, pour autant que les anciennes et les nouvelles puissances économiques entreprennent les réformes nécessaires au ressourcement de leur croissance.

Toutefois, la puissance économique, ou le nombre et les ressources (Raymond Aron), n'implique aucune conséquence directe en dehors de la sphère économique. Elle ne confère aucun privilège ni ne donne accès à aucune place réservée au sein des institutions de la gouvernance mondiale.

La création du G20 illustre combien les puissances établies se sont mises à douter de leur avenir, du caractère universel de leurs valeurs et ont perdu la maîtrise de l'espace temps et du récit sur la mondialisation. C'est pour partie un effet de la crise, survenue chez elles et à cause d'elles. C'est aussi un effet cumulé de la prolifération des récits critiques ou alternatifs au récit occidental, épaissis de strates successives, depuis les dénonciations de la colonisation et de l'impérialisme jusqu'à la thématique du siècle asiatique.

Tout en accélérant la réforme de la gouvernance mondiale, la crise économique et financière en a dévié le cours dessiné par les Européens en général, par la France en particulier. Même s'il correspond à des aspirations à un monde multipolaire et plus inclusif, l'avènement précipité du G20 a déstabilisé la stratégie d'une intégration progressive et conditionnelle des puissances émergentes. Accédant sans réserve à leur nouveau rang, les nouvelles puissances se sont non seulement montrées peu préparées à l'instance rejointe, mais surtout peu actives, plus soucieuses de leur statut que des responsabilités accrues conférées. L'attitude au G20 des émergents

(28) Yongding YU, « Revisiting the internationalization of the yuan », *ADBI Working Paper Series*, n° 366, juil. 2012.

et des BRICS en particulier s'est traduite par peu d'inputs conceptuels et/ou opérationnels, mais par des appels bruyants répétés à leur faire une place toujours plus grande dans un langage fleuri de critiques des Occidentaux, notamment à l'occasion de sommets *ad hoc* (29).

Une attitude qui sonne comme une revanche historique, un réordonnement de la hiérarchie des puissances telle qu'elle avait précédé la suprématie de l'Europe industrielle et suggérant le G20 comme un directoire mondial au service des intérêts des puissances membres du club, en premier lieu des leurs. Une attitude préoccupante à court terme car peu coopérative. Une attitude franchement inquiétante à plus long terme, car elle laisse apparaître un nationalisme mondialisé des émergents, mais aussi un appétit de puissance, de domination susceptible de laisser peu de place aux « petits », aux agencements universels et aux pays en replis ou en crise.

Beaucoup, critiques opportunistes des défauts des démocraties occidentales, laudateurs admirateurs des régimes autoritaires ou candides voyageurs de l'histoire, ont voulu voir dans l'émergence des BRICS le rétablissement d'anciennes puissances au rang qu'elles ont perdu sous les coups portés par les « barbares » occidentaux.

Toutefois, la machine à remonter le temps est une mécanique capricieuse, dont le curseur se positionne de manière erratique. Ruse de l'histoire, l'élite de la Chine d'aujourd'hui ressemble plus à celle des Qing finissants qu'à celle des Ming triomphants ; l'Inde unie se fracture en Etats non plus princiers mais populistes ; la Russie revisite l'alliance de l'autocratie et de l'Eglise ; l'Afrique du Sud renoue avec la répression sanglante des mouvements sociaux ; le Brésil retrouve avec délices le développementisme et l'import-substitution des années 1950. Il reste à espérer que l'Europe confrontée à la déflation dans certaines des régions qui la composent ne cèdera pas à ses propres démons traditionnels.

(29) Cf. Patrick ALLARD / Christian LECHERVY, « Les puissances émergentes et le G20 : la musique ou les chaises ? », *Défense nationale*, n° 741, juin 2011.